



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)**

# **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

### **Maître d'ouvrage**

ARSEA  
204, avenue de Colmar  
67000 STRASBOURG CEDEX

### **Objet de la consultation**

**TRANSFORMATION D'UN BATIMENT EN MAISON  
D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL (MECS) A  
RAMBERVILLERS (88)**

### **Date limite de remise des offres**

**Date : Mardi 31 octobre 2023  
Heure : 12 heures**

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>Objet du marché – Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
1.1	Objet du marché.....	4
1.2	Décomposition du marché.....	4
1.3	Options au sens du droit français, également appelées prestations supplémentaires éventuelles - PSE .....	4
1.4	Maîtrise d'œuvre .....	4
1.5	Contrôle Technique .....	5
1.6	Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé .....	5
1.7	Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	5
1.8	Sous-traitance .....	5
<b>2</b>	<b>Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>6</b>
<b>3</b>	<b>Confidentialité et mesures de sécurité et respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.....</b>	<b>6</b>
<b>4</b>	<b>Durée du marché et délais d'exécution .....</b>	<b>6</b>
4.1	Délais d'exécution des travaux.....	6
4.2	Calendrier détaillé d'exécution .....	7
4.3	Prolongation des délais d'exécutions .....	7
<b>5</b>	<b>Prix .....</b>	<b>8</b>
5.1	Forme des prix .....	8
5.2	Variation de prix .....	8
5.3	Répartition des dépenses communes .....	9
<b>6</b>	<b>Garanties financières .....</b>	<b>10</b>
<b>7</b>	<b>Avance .....</b>	<b>10</b>
<b>8</b>	<b>Modalités et règlements des comptes .....</b>	<b>10</b>
8.1	Décomptes et acomptes mensuels.....	10
8.2	Présentation des demandes de paiements d'acomptes.....	10
8.3	Présentation des demandes de paiements d'acomptes.....	11
8.4	Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct .....	11
8.5	Délai global de paiement.....	12
<b>9</b>	<b>Conditions d'exécution des travaux .....</b>	<b>12</b>
9.1	Caractéristiques des matériaux et produits.....	12
9.2	Implantation des ouvrages .....	12
9.3	Préparation et coordination des travaux .....	12
9.4	Etudes d'exécution .....	14
9.5	Installation et organisation de chantier .....	14
9.6	Dispositions particulières à l'achèvement de chantier.....	15

9.7	Réception des travaux.....	15
<b>10</b>	<b>Garantie de prestations .....</b>	<b>16</b>
<b>11</b>	<b>Pénalités.....</b>	<b>16</b>
<b>12</b>	<b>Assurances .....</b>	<b>17</b>
<b>13</b>	<b>Résiliation du contrat .....</b>	<b>18</b>
13.1	Conditions de résiliation .....	18
13.2	Redressement ou liquidation judiciaire .....	18
<b>14</b>	<b>Règlement des litiges et langues.....</b>	<b>18</b>
<b>15</b>	<b>Dérogations.....</b>	<b>19</b>

# 1 Objet du marché – Dispositions générales

## 1.1 Objet du marché

La présente consultation concerne : **Transformation d'un bâtiment existant en Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS).**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Le lieu d'exécution des travaux est au 9 rue du Château 88700 à RAMBERVILLERS (88).

## 1.2 Décomposition du marché

Les prestations du marché sont décomposées en 18 lots, traités en marchés séparés, désigné ci-dessous :

LOT(S)	DESIGNATION
LOT 01	DEMOLITION - GROS-ŒUVRE
LOT 02	DESAMIANPAGE
LOT 03	CHARPENTE-COUVERTURE-ZINGUERIE
LOT 04	ECHAFAUDAGE-FACADE
LOT 05	SERRURERIE
LOT 06	MENUISERIE EXTERIEURE
LOT 07	MENUISERIE INTERIEURE
LOT 08	PLATRERIE-ISOLATION INTERIEURE
LOT 09	ISOLATION SOUS-FACE PROJETEE
LOT 10	CHAPE-CARRELAGE
LOT 11	REKETEMENT DE SOL
LOT 12	PEINTURE INTERIEURE
LOT 13	ASSAINISSEMENT SANITAIRE
LOT 14	ELECTRICITE
LOT 15	SYSTÈME DE SECURITE INCENDIE
LOT 16	VMC
LOT 17	CHAUFFAGE
LOT 18	AMENAGEMENT EXTERIEUR

Chaque entreprise souhaitant répondre à cet appel d'offre devra prendre connaissance de l'ensemble de pièces constitutives du Dossier de Consultations des Entreprises.

## 1.3 Options au sens du droit français, également appelées prestations supplémentaires éventuelles - PSE

## 1.4 Maîtrise d'œuvre

L'équipe de maîtrise d'œuvre de l'opération est la suivante :

ATELIER G5  
4 place d' Austerlitz  
67000 STRASBOURG  
Tél. : 03 88 35 41 56

Représentée par la personne de Samuel RICHARD.

Le bureau d'étude technique est représenté par :  
GROUPE ECADE  
19 rue des Cigognes  
67960 ENTZHEIM

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est Missions de base + EXE + OPC.

### **1.5 Contrôle Technique**

Le contrôle technique est assuré par :

QUALICONSLT  
19, rue des Cigognes  
67960 ENTZHEIM  
Tel : 03.88.78.45.81

### **1.6 Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par :

ALPES CONTRÔLES  
3 Allée des Tilleuls – lot 13C  
54180 HEILLECOURT  
Tel : 03.54.17.04.95

### **1.7 Coordination des systèmes de sécurité incendie**

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'oeuvre.

### **1.8 Sous-traitance**

En complément des dispositions des articles R. 2193-3 et suivants du Code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique

du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'oeuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

## **2 Pièces constitutives du marché**

Par dérogation avec l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots
- le cahier des clauses techniques particulières propre à chaque lot ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) applicable à chaque lot ;
- la note méthodologique
- le planning prévisionnel ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des travaux ;
- le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

## **3 Confidentialité et mesures de sécurité et respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité**

Sans Objet

## **4 Durée du marché et délais d'exécution**

### **4.1 Délais d'exécution des travaux**

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont définies à l'acte d'engagement et dans le planning prévisionnel joint dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

## **4.2 Calendrier détaillé d'exécution**

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de l'OPC après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre, pour chacun des lots :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondants aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'oeuvre à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur 10 jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée à l'article Période de préparation – Programme d'exécution des travaux ci-après.

Le calendrier détaillé pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord des différents entrepreneurs, comporter réduction du délai d'exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent.

La notification d'un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire (s) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage.

Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et l'ordre de service ou l'acte modificatif, s'il y a lieu, devra en fixer l'importance.

Pour chacun des marchés, le délai de 6 mois prévu à l'article 46.2.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres à chaque lot définis à l'acte d'engagement.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le responsable de l'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots défini à l'acte d'engagement.

Le calendrier initial, éventuellement modifié, est notifié par un ordre de service à tous les entrepreneurs.

## **4.3 Prolongation des délais d'exécutions**

Conformément à l'article 18.2 du CCAG, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant s'il est justifié par l'une des situations suivantes :

– un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;

- une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché, qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

## **5 Prix**

### **5.1 Forme des prix**

Les travaux de l'ensemble des lots sont réglés par application d'un prix global et forfaitaire.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

### **5.2 Variation de prix**

Les prix des marchés sont fermes actualisables.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

L'actualisation sera réalisée pour chaque lot selon la date de démarrage du délai d'exécution des travaux de chacun des lots.

Les prix sont fermes actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par la ou les formules suivantes :

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient d'actualisation,
- $I_0$  : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- $d$  : mois de début d'exécution des prestations,
- $I(d-3)$  : valeur de l'index de référence au mois «  $d$  » diminué de 3 mois (sous réserve que le mois «  $d$  » du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté de 3.

Les index de référence  $I$ , publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :



LOT(S)	DESIGNATION	INDEX	POSITIONS CONCERNEES
LOT 01	DEMOLITION - GROS-ŒUVRE	BT 02 – Terrassement / BT06 - Ossature, ouvrages en béton armé	Tous les prix
LOT 02	DESAMIANPAGE	BT01 – Tous corps d'Etat	Tous les prix
LOT 03	CHARPENTE-COUVERTURE-ZINGUERIE	BT16b – Charpente Bois	Tous les prix
LOT 04	ECHAFAUDAGE-FACADE	BT52 – Imperméabilité des façades	Tous les prix
LOT 05	SERRURERIE	BT42 – Menuiseries en aciers et serrurerie	Tous les prix
LOT 06	MENUISERIE EXTERIEURE	BT19b – Menuiseries Extérieures	Tous les prix
LOT 07	MENUISERIE INTERIEURE	BT18a – Menuiseries Intérieures	Tous les prix
LOT 08	PLATRERIE-ISOLATION INTERIEURE	BT08- Plâtre et préfabriqués	Tous les prix
LOT 09	ISOLATION SOUS-FACE PROJETEE	BT08- Plâtre et préfabriqués	Tous les prix
LOT 10	CHAPE-CARRELAGE	BT09 – Carrelage et revêtements céramiques	Tous les prix
LOT 11	REKETEMENT DE SOL	BT10 - Revêtement en plastiques	Tous les prix
LOT 12	PEINTURE INTERIEURE	BT 46 - Peinture, tenture, revêtements muraux	Tous les prix
LOT 13	ASSAINISSEMENT SANITAIRE	BT38 – Plomberie Sanitaire (y compris appareils)	Tous les prix
LOT 14	ELECTRICITE	BT 47 - Electricité	Tous les prix
LOT 15	SYSTÈME DE SECURITE INCENDIE	BT 47 - Electricité	Tous les prix
LOT 16	VMC	BT 41 – Ventilation et conditionnement d'air	Tous les prix
LOT 17	CHAUFFAGE	BT40 – Chauffage central ( à l'exclusion du chauffage électrique)	Tous les prix
LOT 18	AMENAGEMENT EXTERIEUR	BT02- Terrassement	Tous les prix

### 5.3 Répartition des dépenses communes

Les dépenses sur compte prorata, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires, font l'objet de la répartition forfaitaire suivante :

Libellé
Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène
Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone
Chauffage du chantier
Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
Frais de nettoyage, réparation et remplacement des fournitures et matériels détériorés ou détournés, lorsque l'auteur des dégradations et des détournements est inconnu ou lorsque la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (dénommé lot principal) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les

titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

## **6 Garanties financières**

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## **7 Avance**

Aucune avance ne sera versée.

## **8 Modalités et règlements des comptes**

### **8.1 Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

### **8.2 Présentation des demandes de paiements d'acomptes**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte.

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis sa notification.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA.

Le projet de décompte mensuel comporte le relevé des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constatations contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations. Les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours d'exécution. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage ; pour déterminer ce pourcentage, il est fait usage, si le maître d'œuvre l'exige, de la décomposition de prix définie à l'article 9.3.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. Le maître d'œuvre dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent;
- b) Le montant des primes, le cas échéant ;
- c) Le montant de la TVA ;
- d) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- e) L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
- g) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
- h) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au titulaire est la somme des postes a et c ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes b (en cas de primes), e et f et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes d (en cas de pénalités), e, g et h.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire l'état d'acompte mensuel et propose au maître d'ouvrage de régler les sommes qu'il admet. Cette notification intervient dans les sept jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

### **8.3 Présentation des demandes de paiements d'acomptes**

En application de l'article 12.3 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'oeuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

### **8.4 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct**

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la

répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du contrat et pour solde du contrat de sous-traitance.

## **8.5 Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **9 Conditions d'exécution des travaux**

Adresse d'exécution : 9 rue du Château 88700 RAMBERVILLERS

Notification : La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais de la maîtrise d'ouvrage.

### **9.1 Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **9.2 Implantation des ouvrages**

Cf CCTP.

### **9.3 Préparation et coordination des travaux**

a. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 2 semaines.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.  
Le responsable de la mission d'OPC a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28 du CCAG-Travaux 2021 et le soumettre au visa du maître d'oeuvre 1 mois au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

b. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font

intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

c.      **Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'oeuvre.

## **9.4 Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'oeuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

## **9.5 Installation et organisation de chantier**

a.      **Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.  
cf. CCTP

b.      **Emplacement mise à dispositions pour déblais**

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants :

cf. CCTP

c. Signalisation du chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## **9.6 Dispositions particulières à l'achèvement de chantier**

a. Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

b. Repliement des installations de chantiers et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

c. Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'oeuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 150,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## **9.7 Réception des travaux**

a. Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire du lot 12 avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'oeuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'oeuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

## **10 Garantie de prestations**

Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, outre les obligations qui peuvent résulter pour lui de l'application de l'article 41.4, le titulaire est tenu à une obligation appelée obligation de parfait achèvement, au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus aux articles 41.5 et 41.6 ;
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché ;

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b et c ci-dessus ne sont à la charge du titulaire que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception des garanties particulières éventuellement prévues par les documents particuliers du marché.

Les sûretés éventuellement constituées sont libérées dans les conditions réglementaires.

Si le maître d'ouvrage fait obstacle à la libération des sûretés, il en informe, en même temps, le titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

## **11 Pénalités**

### **11.1 Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 250,00 €.



Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

En application de l'article 19 du CCAG-Travaux, ne sont comptés que les jours ouvrés dans le calcul des pénalités.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 11.2 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 200,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 11.3 Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour non-nettoyage quotidien	Journalière	100,00 €	sur constat de la MOE et sans mise en demeure obligatoire
Absences répétitives aux réunions de chantier avec convocation	Journalière	200€	Absence ou retards de plus de 30minutes sur 2 réunions consécutives minimum
Remise tardive des documents après exécutions	Journalière	150€	

## 12 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## **13 Résiliation du contrat**

### **13.1 Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **13.2 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **14 Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 15 Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.7.a du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG - Travaux

